

C'est vraiment honteux ce que fait l'UE contre Israël

écrit par Docteur Dominique Schwander | 7 avril 2023



Photo : Le campement palestinien illégal de Khan Al-Ahmar, situé à quelques mètres de l'autoroute reliant Jérusalem à la mer Morte et à la vallée du Jourdain. (Source de l'image : TrickyH/Wikimedia Commons)

L'UE, semble-t-il, a littéralement financé des milliers de constructions modulaires palestiniennes illégales sur un

territoire qui est légalement sous juridiction israélienne. Ce faisant, l'UE encourage les Palestiniens à s'engager dans des actions unilatérales en violation des accords signés entre les Palestiniens et Israël.

Le représentant spécial de l'Union européenne pour le processus de paix au Moyen-Orient, Sven Koopmans, a déclaré le 17 février : *«L'UE veut renforcer les liens avec Israël, mais les relations restent malheureusement grevées par la construction de colonies illégales sur la terre palestinienne».*

Ce que Koopmans a oublié de mentionner, c'est que ce sont les Palestiniens qui ont littéralement construit des dizaines de milliers de structures illégales en Cisjordanie, en particulier dans la zone C, qui, selon les accords d'Oslo, est entièrement sous juridiction civile et sécuritaire israélienne.

Koopmans a également oublié de mentionner que l'UE aide l'Autorité palestinienne (AP) dans la construction illégale à grande échelle, ouvrant la voie à l'annexion de facto du territoire.

En guise de contexte : sous les Accords d'Oslo, la Cisjordanie a été divisée en trois zones – appelées de manière non poétique les zones A, B et C – alors que des négociations étaient en cours pour une solution permanente aux frontières. La zone A est sous contrôle palestinien total, la zone B est sous contrôle palestinien en dehors de la sécurité. La zone C est officiellement une zone israélienne qui doit encore être négociée.

L'UE n'interfère nulle part ailleurs sur la planète autre que la zone C – pas pour les Kurdes, les Assyriens, les Yézidis, les Ouïghours, les Cachemiris, les Tibétains ou les Chypriotes grecs. Les Palestiniens continuent d'être le seul groupe sur la liste de l'UE des personnes avec qui

interférer. Cette attention démesurée semble provenir moins de l'amour des Palestiniens que de la haine d'Israël.

Les émissaires de plusieurs pays de l'UE ont récemment exprimé leurs inquiétudes au sujet des « actions unilatérales » d'Israël, et plus tôt cette année, Josep Borell, le haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, a appelé Israël à éviter les « actions unilatérales », y compris les activités de colonisation et la démolition de structures palestiniennes illégales, en particulier dans la région cisjordanienne d'Hébron.

Lorsque les Palestiniens se plaignent des « actions unilatérales », ils font référence aux mesures antiterroristes d'Israël et à la construction de nouvelles maisons pour les familles juives. Les Palestiniens ne veulent pas voir les forces de sécurité israéliennes poursuivre les terroristes. Ils ne veulent pas non plus voir Israël construire des maisons pour les Juifs.

Cependant, le ministère israélien du renseignement a découvert dans un rapport récemment déclassifié que « *Les gouvernements étrangers ont donné des centaines de millions d'euros à des projets palestiniens dans la zone C de Judée-Samarie... Un tel financement est contraire au droit international et aux accords pertinents... [L]e rapport décrit comment les Palestiniens utilisent les fonds de l'UE pour construire des milliers de structures illégales et s'emparent de bandes de terres agricoles.* »

L'UE, semble-t-il, a littéralement financé des milliers de constructions modulaires palestiniennes illégales sur un territoire qui est légalement sous juridiction israélienne. L'UE, par ailleurs, n'a jamais caché sa politique de soutien aux Palestiniens dans leurs efforts pour saisir des terres interdites et construire des structures illégales dans la zone C d'Israël.

Dernièrement, l'UE s'est davantage concentrée sur les terres agricoles : on peut acquérir une superficie beaucoup plus grande pour un investissement beaucoup plus modeste.

En 2012, l'UE a élaboré, pour la première fois, une politique globale liée à la zone C, qui sera suivie d'un ensemble de mesures et d'actions concrètes.

Entre 2016 et 2019, l'UE a fourni un total de 33 millions d'euros (35 millions de dollars) à « l'aide humanitaire et au développement pour soutenir les Palestiniens vivant dans la zone C ».

L'UE affirme travailler également avec l'Autorité palestinienne pour « développer » la zone C. L'UE ajoute qu'elle « soutient des projets favorisant le développement économique et améliorant la qualité de vie des communautés palestiniennes dans la zone C dans les domaines du secteur privé, de l'environnement et agricoles. »

L'UE admet ouvertement qu'elle aide les Palestiniens à enfreindre la loi en construisant des structures illégales dans une zone officiellement sous pleine souveraineté israélienne.

Ce faisant, l'UE encourage les Palestiniens à s'engager dans des actions unilatérales en violation des accords signés entre les Palestiniens et Israël.

C'est la même UE qui continue d'avertir Israël de ne prendre aucune « action unilatérale » et qui continue de critiquer Israël pour la construction et l'expansion de colonies « illégales » en Cisjordanie.

Une organisation non gouvernementale israélienne, Regavim, a documenté « 5535 nouvelles structures illégales construites en 2022, contre 3076 structures à la même période en 2021 » – en un an, près du double.

D'innombrables maisons modulaires palestiniennes financées par l'UE ont également été érigées sur place

by [Bassam Tawil](#)

March 9, 2023 at 5:00 am

Traduction google

<https://www.gatestoneinstitute.org/19467/eu-obsession-israel>